
APPEL 2012

POUR UN SOUTIEN AUX EXPÉRIMENTATIONS SUR LES AGROCARBURANTS PAYSANS

NOTE DE POSITIONNEMENT GERES/IRAM SUR LES AGROCARBURANTS EN AFRIQUE

Alors que la dénonciation des agrocarburants industriels par de nombreuses ONG de solidarité internationale bat son plein, le GERES et l'IRAM s'associent pleinement à ces critiques. En effet, il est maintenant largement reconnu que la production d'agrocarburants en monoculture intensive pour un usage non local engendre des effets dévastateurs pour les populations et les écosystèmes : déforestation, logique abusive d'accaparement des terres, mise en péril la sécurité alimentaire...

Le GERES et l'IRAM souhaitent cependant attirer l'attention sur **le cas des agrocarburants paysans**.

Loin des approches industrielles, diverses initiatives visent à **tester en Afrique des modèles alternatifs** d'accès à l'énergie pour les populations rurales. Or les plaidoyers actuels ne font pas suffisamment la distinction entre les agrocarburants en culture intensive et une production paysanne pour des usages locaux. Dans ce contexte, il est à craindre que le soutien de la coopération internationale à ces initiatives locales, dont la poursuite est essentielle, soit fortement remis en cause.

1. Agrocarburants paysans : une piste pour concilier alimentation et énergie

Le GERES et l'IRAM soutiennent les expérimentations d'agrocarburants paysans qui, sans concurrencer les cultures vivrières, apportent une solution énergétique durable et participent à la sécurité alimentaire des territoires.

Les projets menés depuis 2007 par le GERES et l'IRAM en Afrique de l'Ouest s'inscrivent dans une **dynamique de recherche-action** menée avec les parties prenantes. Ils visent l'émergence d'alternatives énergétiques **respectueuses de l'environnement** et favorables au développement **de l'agriculture familiale**.

L'accent est mis sur la mise au point de **solutions compatibles avec les cultures vivrières**. Dans ces projets, du jatropha est cultivé en agroforesterie ou en haies vives, et sur des surfaces réduites, par exemple inférieures à 5% de la surface cultivée par exploitation. Des bonnes pratiques environnementales sont testées : non irrigation des champs, utilisation d'intrants biologiques, ou encore réduction maximum des transports (comme c'est le cas d'une filière dimensionnée à l'échelle d'une commune ou d'un département rural). Les émissions de carbone liées à la production sont alors négligeables, et la substitution du gasoil par de l'huile végétale pure réduit les émissions de carbone pour une même activité.

Le développement des agrocarburants paysans cherche à valoriser une **culture complémentaire** (comme le jatropha), pour répondre aux **besoins locaux en énergie et aux enjeux de sécurité alimentaire**. En Afrique de l'Ouest, les pertes post-récoltes peuvent atteindre 30% dans certaines zones, notamment par manque de moyens performants de stockage et de transformation des produits bruts. Or l'utilisation de l'énergie peut permettre la mécanisation et l'augmentation des rendements de la production céréalière, la transformation et la meilleure conservation des produits, le transport, mais aussi des usages domestiques ou encore l'électrification des zones les plus enclavées. L'accès des populations rurales à une **énergie locale moins chère que le gasoil** peut être ainsi un véritable **atout pour l'économie locale** et la **lutte contre la pauvreté**.

Là où les logiques de production intensives sont source de paupérisation, le modèle de production en filière courte cherche en effet une distribution équitable des bénéfices.

Cette approche s'appuie ainsi sur une dynamique de **structuration et de concertation locales**. Elle favorise la forte implication des collectivités, des décideurs publics, des organisations paysannes et des ONG locales, et fait la promotion de l'entrepreneuriat rural. Elle appuie également la **mise en réseau des acteurs**, pour partager les expériences et diffuser l'information. Ceci pourrait favoriser une meilleure prise en compte des spécificités des filières courtes paysannes dans l'élaboration des politiques publiques. Ces éléments sont autant de garde-fous pour que la régulation de la filière tienne compte des enjeux de type foncier et sécurité alimentaire.

2. La recherche-action sur les filières courtes paysannes mérite d'être soutenue

Le GERES et l'IRAM alertent sur les risques d'une éventuelle réduction des financements accordés aux projets d'agrocarburants en milieu paysan.

L'accès à l'énergie est l'un des enjeux majeurs pour le développement des pays du Sud. Les populations sont en demande d'accès à l'énergie moderne pour des besoins essentiels, comme cuisiner ou s'éclairer, bien loin de la surconsommation et du gaspillage des pays développés.

En Afrique de l'Ouest, des initiatives **d'agrocarburants paysans sont actuellement soutenues par des politiques nationales** de promotion de l'accès à l'énergie en milieu rural. Sur fond de dépendance forte aux carburants fossiles, dont l'augmentation du coût semble inévitable, les approches paysannes sont désormais comprises comme une opportunité de renforcer à la fois l'agriculture familiale et l'indépendance énergétique. Dans un contexte de jeux d'acteurs parfois complexes, ces positions **doivent continuer à être défendues**,

Il reste de plus aux décideurs politiques un **important travail** de définition de **modèles adaptés** aux territoires, et de **mix énergétiques** qui garantissent à la fois la viabilité technique, économique, sociale et environnementale. C'est bien en s'appuyant sur des données objectives, provenant notamment des expériences en cours, que ces pays pourront construire leurs stratégies.

Des projets, comme ceux portés par les acteurs impliqués dans le projet Jatroref en Afrique de l'Ouest (www.jatroref.org), participent justement à **l'élaboration de référentiels fiables** et ont donc un rôle primordial à jouer, pour permettre à terme le développement de solutions compatibles avec l'agriculture familiale.

Ces positions sont soutenues aujourd'hui par de nombreux acteurs de la coopération internationale, et en France par le Groupe Interministériel sur la Sécurité Alimentaire (GISA). Cependant, tout revirement dans les prises de position sur les agrocarburants paysans **risquerait de couper net les efforts** de quelques pays à produire des logiques alternatives pour résoudre leurs défis énergétiques, alors même que des solutions pour les populations rurales sont en train d'émerger.

LES 3 RECOMMANDATIONS DU GERES ET DE L'IRAM

1. **Distinguer impérativement** les filières d'agrocarburants **paysans** et leurs bénéfices, et les logiques d'agrocarburants en **culture intensive**
2. **Soutenir les expérimentations en cours** et permettre le partage des **bonnes pratiques** concernant les approches paysannes, avec l'ensemble des parties prenantes
3. **Maintenir le financement** des projets de recherche sur les agrocarburants paysans dans les politiques d'aide au développement